

minutes, et la même confusion qui règne sur les marchés de bétail partout au Canada, ainsi que la perspective fort réelle d'un fléchissement immédiat du marché du bétail de boucherie, le ministre voudrait-il nous dire sans ambages si son ministère a donné des instructions sur la façon précise de subventionner le commerce de sorte que tous les marchés du Canada puissent reprendre leurs transactions aujourd'hui?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, si on ne l'a pas encore fait, cela ne saurait tarder. Les intéressés ont sans aucun doute été prévenus vendredi de l'entrée en vigueur de ce programme. C'est pourquoi nous l'avons annoncé vendredi. Avec le consentement de la Chambre, nous avons fait cette déclaration afin que les commerçants soient prêts pour aujourd'hui. Il y a peut-être quelques petits problèmes mineurs à étudier et à résoudre, quelques détails techniques à régler, mais je suis certain que lorsque ce programme sera bien compris par tous les intéressés, l'industrie du bœuf ne s'en portera que mieux.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je vois au moins trois ou quatre députés qui veulent poser une question supplémentaire sur ce sujet. La présidence va donner la parole au député de Medicine Hat puis nous essayerons de terminer la première série de questions. Je reviendrai ensuite à tous les députés qui veulent poser une question supplémentaire sur ce sujet très important. Pour l'instant, je donne la parole au député de Medicine Hat pour une question supplémentaire.

M. Hargrave: Étant donné que le ministre a déclaré qu'il était possible que des bovins américains soient importés au Canada, peut-il nous stipuler les procédures de paiement? Le ministre peut-il nous expliquer comment il prévoit d'empêcher que les gros bovins d'embouche importés des États-Unis ne profitent de cette subvention? Je pose cette question d'ordre pratique nonobstant la déclaration de vendredi dernier et celle d'aujourd'hui.

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député a posé une question. Je ne crois pas qu'il soit conforme au Règlement d'expliquer les raisons pour lesquelles il pose cette question. Le ministre pourra être autorisé à répondre s'il le désire.

M. Whelan: Tout ce que je puis dire, monsieur l'Orateur, c'est que nous savons que les prix canadien et américain n'ont pas marqué une grande différence vendredi. Personne n'aurait eu intérêt à importer des États-Unis des bovins de n'importe quelle catégorie à ce moment-là. Les bovins qui se trouvent aujourd'hui dans les parcs de Toronto ont été achetés et expédiés jeudi et vendredi de la semaine dernière. Nous espérons que notre marché sera bientôt alimenté par du bétail canadien et qu'il ne sera plus nécessaire d'en acheter des États-Unis. Si les bêtes n'ayant pas la même qualité que celle que nous exigeons sur le marché canadien sont importées des États-Unis, nous devons prendre d'autres mesures.

M. l'Orateur: Je reviendrai au député de Medicine Hat dans quelques instants. Puis-je rappeler aux députés que nous devrions réellement nous efforcer de terminer la première série de questions quitte à revenir ensuite à ce sujet.

Questions orales

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LE SOLDE DÉFICITAIRE DE L'ACCORD CANADO-AMÉRICAIN SUR LA PRODUCTION AUTOMOBILE—LES MESURES ENVISAGÉES POUR UN ACCROISSEMENT DES INVESTISSEMENTS AU CANADA

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre de l'Industrie et du Commerce. Comme le déficit de 356 millions de dollars que le Canada a connu dans son commerce automobile avec les États-Unis l'année dernière, le premier depuis 1969, est sans contredit relié au fait que 95 p. 100 des investissements dans cette industrie ont été faits du côté américain de la frontière pour chacune des deux dernières années, le ministre dira-t-il à la Chambre ce qu'il a fait pour s'assurer que le Canada obtienne sa juste part des investissements dans cette industrie cette année?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, nous ne nous réjouissons pas du tout de ces chiffres quand ils révèlent un déficit.

Des voix: Oh, oh!

M. Gillespie: Il est aussi clair que les États-Unis ne sont pas enchantés du contraire. J'espère qu'à l'avenir, comme par le passé, les modalités de fonctionnement de l'accord nous permettront de ramener ces chiffres à un point d'équilibre. Pour ce qui est de la question du député au sujet de l'effet des investissements, il a raison de dire qu'au prorata, environ 95 p. 100 ou un peu plus des investissements ont été faits aux États-Unis ces dernières années. Toutefois, je ne crois pas que cela explique l'écart important de l'année dernière. D'après les renseignements que j'ai reçus, la raison en serait la demande sans précédent au Canada de véhicules fabriqués en Amérique du Nord.

M. Broadbent: Vu que la demande de véhicules elle-même ne peut en être l'explication, puisqu'il faut considérer les éléments des véhicules, si ce sont des pièces produites au Canada ou aux États-Unis; étant donné, que le secteur des pièces d'automobiles a accusé au Canada un déficit de plus d'un milliard de dollars l'an dernier, le ministre assurerait-il à la Chambre que le gouvernement fera au moins des instances auprès des fabricants d'automobiles, sinon au gouvernement américain même, afin d'obtenir que l'industrie canadienne d'assemblage des véhicules fabrique plus de pièces au Canada?

● (1440)

M. Gillespie: Si le député consulte les rapports de Statistique Canada qu'il a cités plus tôt, il constatera que la production de pièces au Canada a augmenté considérablement. La production d'automobiles aussi d'ailleurs. La production et les exportations canadiennes ont atteint l'an dernier des niveaux sans précédent.

Des voix: Bravo!

M. Gillespie: Quant à l'argument du député sur les investissements, nous avons présenté des instances aux sociétés d'automobiles, à leurs cadres supérieurs, tant aux États-Unis qu'au Canada, sur le niveau des investissements au Canada et sur les chiffres que nous estimons souhaitables pour l'avenir.